



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 413 – 10 Septembre 2021

❖ Régional

Consolidation de la croissance dans
l'UEMOA au 2^{ème} trimestre 2021

[Le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la BCEAO](#) a tenu, le 8 septembre 2021, sa 3^{ème} réunion ordinaire de l'année. Selon le communiqué de presse, pour le 2nd trimestre 2021, la croissance économique de l'UEMOA a connu un rebond à +7,7% en glissement annuel (g.a.) contre +3,4% au trimestre précédent. Cette évolution est tirée par l'ensemble des secteurs, en lien avec le regain de la demande intérieure. En perspective, le taux de croissance de l'Union est attendu à +5,4% en 2021, puis +6,4% en 2022. Par ailleurs, le déficit budgétaire, base engagements dons compris, s'est modéré, passant de 5,4% à fin juin 2020 à 4,6% du PIB à fin juin 2021. Les réserves de change se sont légèrement atténuées, assurant la couverture de 6,2 mois d'importations à fin juin 2021, contre 6,7 mois à fin mars 2021. En outre, le taux d'inflation est ressorti à +3,3% en g.a. au 2^{ème} trimestre de l'année, contre +2,2% un trimestre plus tôt, tiré principalement par le renchérissement des produits alimentaires. Sur la base de ces analyses, le CPM a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%, niveaux en vigueur depuis juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques demeure inchangé à 3%.

LE CHIFFRE À RETENIR

+7,7%

Taux de croissance en g.a. de
l'UEMOA au 2^{ème} trimestre 2021

Maintien de l'opinion favorable des
chefs d'entreprise sur l'évolution de la
conjoncture dans l'UEMOA

Selon [le bulletin mensuel des statistiques de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest \(BCEAO\)](#), l'indicateur du climat des affaires est ressorti à 101,6 en juillet 2021 – quasi-stable par rapport au mois précédent (101,7) et au-dessus de sa tendance de longue période – traduisant le maintien d'une opinion favorable des chefs d'entreprise sur l'évolution de la conjoncture. Si cet indicateur semble avoir sensiblement baissé en Côte d'Ivoire (-1,2 point) et au Sénégal (-0,4 point), il a connu la plus forte progression au Mali (+1,6 point) et au Togo (+1,6 point). S'agissant des activités commerciales, l'indice du chiffre d'affaires maintient sa progression, avec une hausse de 14,3% en g.a. en juillet, contre 16,2% le mois précédent. Quant à l'indice du chiffre d'affaires dans les services, il affiche une hausse de 14,3% en g.a. contre 17,5% en juin 2021. La production industrielle garde une variation à la hausse identique à celle du mois dernier, soit de 8,9% en g.a. L'inflation au sein de l'UEMOA s'est

établie à +3,5% en g.a. en avril 2021 – contre +3,6% le mois précédent – principalement tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (+2,7% en g.a.).

🌿 Bénin

86 M USD de la BID en faveur de la santé et de l'assainissement

En marge de la 46^{ème} assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement (BID), tenue le 1^{er} septembre 2021, l'institution [a annoncé un financement](#) de 86 M USD en faveur du Bénin pour 2 projets de développement. Le premier vise à développer l'offre de services de santé en vue d'une couverture maladie universelle pour la population à l'horizon 2025. Le second vient en appui au [Programme d'assainissement pluvial de la ville de Cotonou \(PAPC\)](#) et vise la construction de 13 km de collecteurs de drainage dans les quatre bassins versants de la ville de Cotonou.

Le budget 2022 particulièrement consacré à l'industrie et aux ODD

Selon [le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2022-2024 \(DPBEP\)](#), le budget de l'Etat 2022 consacrera une place particulière au développement industriel en rendant favorable et attractif l'environnement pour l'investissement privé. Ainsi, les priorités pour 2022 seront axées entre autres sur : i) l'assainissement de l'environnement des activités industrielles et commerciales ; ii) la restructuration ou la réhabilitation des industries existantes ; iii) le renforcement du Système National de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle Qualité. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé également qu'il resterait engagé dans la poursuite de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en 2022. Pour rappel, le Bénin est devenu, en juillet 2021, le 1^{er} Etat africain à émettre un Eurobond destiné à la réalisation d'ODD.

🌿 Burkina Faso

Hausse de l'insécurité alimentaire de 5,5 pp selon l'INSD

L'institut national des statistiques et de la démographie (INSD) a [publié les résultats de son neuvième passage d'une enquête téléphonique \(HFPS\)](#) dans le cadre du suivi des impacts de la COVID-19 entre le 20 avril et le 2 mai 2021. Les modules de ce passage étaient (i) l'accès aux services de base, (ii) l'emploi et revenus et (iii) la sécurité alimentaire. Sur un échantillon de 1 971 ménages, il en ressort que 3% auraient déclaré ne pas pouvoir accéder à au moins un des aliments de base : riz / maïs / sorgho / mil. Les contraintes d'accès à ces produits seraient beaucoup plus importantes en milieu urbain, et en particulier en dehors de Ouagadougou. Les raisons semblent être liées aux contraintes budgétaires des ménages, et non aux contraintes ou restrictions de l'offre dues à la pandémie de Covid19. En effet, 61,9% des ménages auraient déclaré que leurs revenus avaient baissé. L'insécurité alimentaire s'est prononcée en particulier chez les populations pauvres et ceux qui vivent en milieu rural, avec un taux estimé à 31,8% en mai 2021, contre 26,3% en février 2021.

Maintien du taux d'inflation à +3,5% en g.a en juillet 2021

Selon l'institut national de la statistique et de la démographie (INSD), [le taux d'inflation en juillet 2021 s'est maintenu à +3,5% en glissement annuel \(g.a\)](#), comme au mois dernier. Cette hausse des prix est notamment portée par les prix des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+8,9% en g.a.) ainsi que ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,6% en g.a), liée entre autres à la hausse des prix des céréales, des pâtisseries et de certains fruits (l'avocat et le tamarin). Seul les prix des transports ont légèrement baissé (-0,1% en g.a.).

300 bus modernes en circulation dans la ville de Ouaga d'ici 2023

Une table ronde s'est tenue le 9 septembre 2021 sur le Projet de Mobilité urbaine du grand Ouaga (PMUGO) en présence du ministre des Transports, de la Mobilité urbaine et de la Sécurité routière et d'une délégation de l'ambassade de Suède et de celle de la France. Pour rappel, ce projet a été initié en 2016 avec pour objectif de mettre en place un réseau moderne et attractif de transports en commun par bus pour la population ouagalaise. Le PMUGO sera exécuté par les sociétés Scania West Africa LTD (constructeur suédois) et RATP Cooperation (groupe français de transport public) et devrait fournir environ 300 véhicules (autobus et minibus), un système de transport intelligent et une assistance technique pour l'exploitation du futur réseau de transports en commun. La durée du projet est 24 mois. D'un coût global de 64,1 Mds FCFA (97,7 M EUR), ce projet est financé par un crédit export suédois, structuré par BNP PARIBAS et complété par un crédit commercial de la Vista Bank Burkina.

Cap-Vert

La compagnie aérienne nationale devrait reprendre son activité d'ici 6 mois

En marge du Forum mondial sur l'investissement touristique en Afrique, organisé du 2 au 4 septembre dernier au Cap-Vert, les autorités cap-verdiennes ont annoncé la reprise des vols de la compagnie nationale Transport aérien du Cap-Vert (TACV), dans un délai de six mois environ. Pour rappel, la compagnie a été cédée à 51% à des investisseurs islandais en 2019, puis reprise par l'Etat début juillet 2021 afin de garantir sa pérennité. Le nouveau Conseil d'administration de la compagnie travaillerait sur les conditions nécessaires pour la reprise des vols de la société.

Augmentation des opérations bancaires électroniques de plus de 50% en 2020

En 2020, les opérations bancaires électroniques capverdiennes auraient augmenté de plus de moitié par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'expliquerait par les restrictions liées à la pandémie à COVID-19, favorisant le développement de l'«Internet Banking», apparue comme une solution alternative aux déplacements physiques vers les agences bancaires. Avec un total de 168 673 comptes associés, dont 18 131 enregistrés en 2020, le système de banque en ligne a permis d'enregistrer près de 88 M de transactions.

Côte d'Ivoire

Ratification de deux accords de prêt de la Banque mondiale

Le conseil des ministres du 8 septembre 2021 a adopté le décret portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 165 M EUR, conclu le 14 juillet 2021 entre l'Association internationale de développement (AID) et la Côte d'Ivoire pour le financement du projet des chaînes de valeur compétitives pour l'Emploi et la Transformation Economique (PCCET). Le Conseil a aussi adopté un décret portant ratification de l'accord de prêt de 59,7 M EUR, conclu également avec l'AID le 16 juillet 2021, dédié au financement du projet régional d'accès à l'électricité et de stockage d'énergie par batteries de la CEDEAO (BEST).

Cérémonie de lancement de la 4^{ème} édition du salon de l'artisanat

Le 9 septembre 2021, s'est tenue la cérémonie de lancement de la 4^{ème} édition du Marché ivoirien de l'artisanat (MIVA), placée sous le thème de "l'artisanat face aux défis de la restructuration et de la formalisation pour une Côte d'Ivoire solidaire" et qui se tiendra du 2 au 11 décembre 2021. Avec près de 50 000 visiteurs attendus, les exposants proposeront des produits issus entre autres, des mines et carrières, des métaux et constructions métalliques ou encore des petites

activités de transport. Par ailleurs, le Qatar a été choisi comme invité d'honneur.

🌐 Gambie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 10%

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque centrale de Gambie (CBG) a tenu, les 7 et 8 septembre 2021, sa revue économique et financière trimestrielle. Selon le communiqué de presse, le taux de croissance du pays est attendu à +4,9% pour 2021, après une contraction (-0,2%) en 2020. Par ailleurs, le déficit budgétaire s'est creusé, se situant à 3,1% du PIB à fin juin 2021 contre 2,7% du PIB à la même période l'an dernier. Les réserves de change se sont atténuées, assurant la couverture de 5,7 mois d'importations à fin août 2021, contre 6,5 mois à en mai 2021. En outre, le taux d'inflation est ressorti à +8,2% en g.a en juillet 2021, contre +4,8% en juillet 2020, tiré principalement par le renchérissement des produits alimentaires. Sur la base de ces analyses, le CPM a décidé de maintenir : (i) le taux directeur à 10%, (ii) le taux de réserve obligatoire à 13%, (iii) le taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanent à 3% et (iv) celui de la facilité de prêt permanent à 11%.

🌐 Guinée

Suspension du pays de toutes les instances de la CEDEAO

A la suite de la session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenue le 8 septembre 2021, la Guinée a été suspendue avec effet immédiat de toutes les instances de la CEDEAO. Toutefois, aucune sanction économique n'a été décidée. Afin d'évaluer la situation, une mission de haut niveau de la CEDEAO devrait se rendre sur place bientôt.

🌐 Libéria

Dégradation du solde commercial de 43,2% en juin 2021 en g.a.

Selon le bulletin mensuel des statistiques publié par la Banque centrale du Libéria (CBL), le déficit de la balance commerciale s'est établi à 106,1 M USD pour le mois de juin 2021 (3,1% du PIB), soit une augmentation de 43,2% par rapport au même mois de l'année précédente. Du côté des exportations, la Suisse constitue le 1^{er} client du Libéria au mois de juin 2021 (19,04 M USD, soit 31,2% du total), suivie de la France (15,6 M USD ; 25,6%) et de la Pologne (9,2 M USD ; 15,1%). A noter que les recettes d'exportation proviennent principalement du minerai de fer (23,3 M USD, soit 41,6% du total), de l'or (19,2 M USD ; 34,2%) et du caoutchouc (9,7 M USD ; 17,3%). Du côté des importations, la Turquie constitue le 1^{er} fournisseur du Libéria au mois de juin 2021 (32,6 M USD, soit 22,2% du total), suivie de la Chine (21,7 M USD ; 14,8%) et de l'Inde (13,8 M USD ; 9,4%). Les principaux produits importés sont les machines et équipements de transport (53,3 M USD, soit 32,9% du total) ainsi que des produits alimentaires et du bétail (43,1 M USD ; 26,6%).

🌐 Mali

30 M EUR pour l'amélioration de production d'électricité

Le conseil des ministres du 8 septembre 2021 a adopté le projet de ratification d'accord de financement Mourabaha, signé en avril 2020, entre le gouvernement malien et la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) d'un montant de 30 M EUR. Ce financement est dédié à l'achat de produits pétroliers en vue de leur vente au Mali au profit de la société Energie du Mali (EDM). Ce projet a pour objectif d'améliorer la satisfaction de la demande du pays en fourniture d'électricité. Selon la banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité du Mali est estimé de 48% en 2019.

✦ Mauritanie

Annulation de 95% des intérêts de la dette bilatérale vis-à-vis du Koweït

Les autorités mauritaniennes ont annoncé être parvenues à une [solution définitive avec le Koweït](#), concernant la dette contractée depuis quarante ans et qui n'avait jamais fait l'objet de remboursement. A fin juin 2021, le principal et les intérêts cumulés atteignaient près de 1 Md USD. Selon les termes de l'accord, le Koweït renonce à 95% des intérêts de sa dette sur la Mauritanie, les 5% restant devant être transformés en investissements dans des secteurs choisis de commun accord. Le principal du prêt, de 82,7 M USD, devrait être remboursé sur une période de 20 ans avec une période de grâce de deux ans et un taux d'intérêt de 0,5%.

600 M USD obtenus de l'ITFC pour trois sociétés publiques

Le ministre des Finances et le Président Directeur Général de la Société internationale islamique de Financement du Commerce (ITFC) ont signé, le 6 septembre 2021, [trois accords de financement d'une enveloppe globale de 600 M USD](#). Les lignes de crédits sont destinées à trois entreprises nationales pour : l'importation de carburants – au profit de la Société nationale industrielle et minière (SNIM) et de la Société mauritanienne d'électricité (SOMELEC) – et l'importation de médicaments en faveur de la Centrale d'Achats de Médicaments Essentiels et Consommables Médicaux (CAMEC).

✦ Niger

Reprise de la semaine du paysan

Le Président nigérien a reçu le 8 septembre dernier une délégation représentant la plate-forme paysanne du Niger et le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). A la suite de cet entretien, [il a été annoncé](#) la reprise de

l'organisation de la semaine du paysan, qui se tiendra du 22 au 26 novembre 2021 à Niamey. Par ailleurs, plusieurs points ont pu être évoqués lors de cette réception, dont notamment : (i) la création d'un fonds commun pour améliorer l'accessibilité des agriculteurs aux engrais ; (ii) la mise en place d'une assurance agricole pour faire face aux catastrophes naturelles ; (iii) le financement de l'agriculture et la possible entrée au capital des agriculteurs dans la Banque agricole du Niger (BAGRI).

✦ Sénégal

Déploiement de points de nano-crédit dans le sud du pays par la DER/FJ

Dans le cadre de [la mise en œuvre de sa politique](#), la Délégation à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER/FJ) a mis en place une enveloppe de 12,7 Mds FCFA (19,4 M EUR) sous forme de nano-crédit au profit de 46 départements du Sénégal. Ce montant, inscrit dans la loi de finances rectificative 2021, est destiné aux financements des initiatives d'auto-emploi et d'inclusion socio-économique des femmes et des jeunes. Les financements en nano-crédit de 50 K FCFA (76,2 EUR) à 300 K FCFA (457,3 EUR), viennent s'ajouter aux autres guichets de la DER/FJ dont les financements vont de 1 M FCFA (1 524,5 EUR) à 50 M FCFA (76,2 K EUR) ou plus dans le cadre des chaînes de valeurs.

Signature de 3 accords de coopération avec l'Allemagne

Le Ministre chargé de l'Economie et l'Ambassadeur d'Allemagne au Sénégal ont procédé à la signature, le 3 septembre 2020, de 3 accords de coopération financière et technique, d'un montant total de 146 M EUR, octroyés sous forme de dons. [Selon le communiqué du gouvernement](#), ces financements sont destinés à la mise en œuvre des projets de coopération bilatérale dans le secteur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de l'accès à l'énergie et au soutien à la mise en œuvre du programme

"partenariats réformes", initié dans le cadre du "Compact avec l'Afrique". Par ailleurs, en plus de ces financements, le gouvernement allemand a accordé un don de 100 M EUR au Sénégal pour soutenir la mise en œuvre de son [Programme de résilience économique et social \(PRES\)](#).

Sierra Leone

Une subvention de 156 M USD du Fonds Mondial en faveur du système de santé

Le gouvernement sierra léonais a annoncé, le 8 septembre 2021, [avoir obtenu une subvention](#) de 156 M USD du Fonds Mondial afin de renforcer le système de santé et de lutter contre le paludisme, la tuberculose, le sida et le nouveau variant de la COVID-19. En plus de cela, les autorités locales se sont engagées à fournir 9,5 M USD en soutien au projet. Cette subvention s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030. Le Fonds mondial est un partenariat (gouvernements, secteur privé, ONG...) dont l'objectif est mettre un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme.

Togo

Dégradation du solde commercial de 12,8% au 2^{ème} trimestre 2021 en g.a.

Selon [l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques](#) (INSEED), le déficit de la balance commerciale

s'est dégradé de 12,8% en glissement annuel (g.a.) au 2^{ème} trimestre 2021. En effet, les exportations ont augmenté de 25% en g.a. pour s'établir à 147 Mds FCFA (224,4 M EUR) tandis que les importations ont progressé de 17,8% en g.a. pour s'établir à 338,4 Mds FCFA (516,6 M EUR), creusant le déficit de la balance commerciale à 191,4 Mds FCFA (291,6 M EUR), contre 169,7 Mds FCFA (258 M EUR) au 2^e trimestre 2020. Au niveau des produits exportés, le phosphate et ses produits dérivés occupent la 1^{ère} place avec 11,5% des exportations du trimestre, suivi des motocycles et cycles (8,5%) et du coton (7,8%). Les principaux clients du Togo sont, au 2^{ème} trimestre 2021, le Burkina Faso (14,4% des exportations), le Mali (11,2%) et le Ghana (9,3%). Au niveau des produits importés, les motocycles et cycles constituent le 1^{er} poste d'achat (5,9% des importations), suivi des véhicules à moteur (3,9%) et des médicaments (3,8%). Enfin, les principaux fournisseurs du pays sont la Chine (22,8% des importations), la France (8,8%) et l'Inde (8,4%).

60 M USD de la BM en faveur de l'éducation

La Banque mondiale (BM) a approuvé, le 26 août 2021, un financement de 60 M USD en faveur du ["Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base"](#), dans l'optique de renforcer le système éducatif. Il visera notamment les zones défavorisées et sera particulièrement destiné à l'inclusion des jeunes filles dans le système scolaire. Ce projet viendra en appui au Plan sectoriel de l'éducation 2020-2023 mis en place par le gouvernement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international